

## SON NOM REVIENT TROP SOUVENT DANS LES RÉCENTS SCANDALES

## La réhabilitation de Chakib Khelil compromise ?

**A l'heure où le pouvoir algérien tente de disculper Chakib Khelil des accusations dont il fait l'objet en matière de corruption, de nouveaux éléments révélés par des enquêtes internationales qui éclaboussent la planète tendent à prouver le contraire de ce qui est avancé chez nous compromettant ainsi gravement l'opération de réhabilitation en cours.**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir)** - Il y a un «monde» entre ce qui se dit en Algérie et les révélations fracassantes du consortium de journalistes qui s'attellent depuis un long moment à révéler à la face du monde l'implication des personnalités dans la corruption.

Depuis son retour, l'ancien ministre de l'Energie tente chaque jour d'inverser les rôles, se présentant à une opinion médusée par sa réapparition comme étant la victime d'une sombre machination. Pour lui permettre de s'expliquer, une télévision privée passant pour être proche du pouvoir lui ouvre régulièrement l'antenne. Ce dernier affirme n'avoir rien à se reprocher, les accusations portées contre lui ne sont rien d'autre qu'une cabale et ont, selon lui, lourdement pesé sur sa mère avant qu'elle ne décède.

Des images le montrent au sein d'une zaouia. Chakib Khelil donne l'image d'un homme qui ne veut cependant pas regarder le passé. Il livre son opinion sur la crise économique algérienne, la crise pétrolière et se dit être au service de son pays. L'objectif de son retour se dessine.

Le Secrétaire général du FLN, qui passe pour être le véritable porte-parole des dirigeants algériens, le présente comme un homme intègre dont l'absence s'est répercutée sur les affaires de la Sonatrach et annonce son retour à un poste de responsabilité que «va lui proposer le Président».

Ouyahia, directeur de cabinet de la présidence de la République et SG du RND, révisé lui aussi sa position et affirme que l'ancien procureur d'Alger qui avait émis un mandat d'arrêt contre Chakib Khelil avait obéi à des ordres. C'était il y a trois jours à peine. Mais des éléments ahurissants déversés via des centaines de journaux internationaux sont venus faire basculer toute l'opéra-

tion en cours. En Italie, le journal *La Repubblica* qui suit de très près l'affaire Saipem-Sonatrach révèle en début de semaine l'existence d'écoutes rapportant des conversations téléphoniques entre l'ancien responsable du géant pétrolier italien, Paolo Scaroni et son collaborateur.

Paolo Scaroni, qui fait l'objet d'une demande de poursuites par le tribunal de Milan pour versement de pots-de-vin d'un montant de 198 millions de dollars à Chakib Khelil pour l'obtention de contrats avec la Sonatrach, fait savoir à son collègue que l'affaire Saipem a été déclenchée suite à des «informations venues d'Alger». Selon la même source, le collaborateur de Scaroni évoque l'enquête publiée par *La Repubblica* et selon laquelle Saipem s'est retrouvée au centre «d'un complot en Algérie en versant des pots-de-vin à des responsables algériens». «C'est vrai, répond Scaroni, il y a eu des règlements de compte et des luttes d'intérêt, mais la corruption a bien eu lieu».

La publication de l'enregistrement téléphonique révèle un autre passage de la conversation : «Un différend est apparu entre Chakib Khelil et le P-dg de Sonatrach, Meziane, et ils ont balancé cela à l'extérieur. Le règlement de compte porte sur plusieurs affaires, Saipem n'est pas la seule affaire». Plus grave, le même journal révèle ensuite une autre conversation entre l'ancien patron de l'ENI et le ministre italien du Développement (elle date de 2013) qui s'inquiète de la réputation des sociétés italiennes contrôlées par l'Etat. «Les magistrats italiens n'ont pas tort de



Chakib Khelil.

soupçonner l'existence de versements de pots-de-vin de 198 millions de dollars à des responsables algériens».

L'affaire se passe de tout commentaire. L'enquête de *La Repubblica* intervient cependant à l'heure où le tribunal de Milan procède à la réouverture du dossier Saipem-Sonatrach. Les juges en charge du dossier doivent se prononcer sur la demande de Farid Bedjaoui d'auditionner Chakib Khelil sur les faits qui lui sont reprochés. En Algérie, Ammar Saâdani affirmait une semaine avant la publication de cette enquête que rien ne permettait de douter de l'implication de l'ancien ministre de l'Energie dans l'affaire Saipem.

Pas de réaction en revanche sur les scandales de Panama Paper ni ceux révélés par les journaux *Huffington Post* et *The Age*. En début de semaine, les Algériens déjà abasourdis par l'épisode du retour de Chakib Khelil au pays apprennent que celui-ci pourrait être étroitement mêlé à une autre affaire de corruption.

L'enquête démontre que des

compagnies coréennes et italiennes liées au secteur de l'énergie auraient versé des pots-de-vin pour obtenir des contrats en Algérie par l'intermédiaire d'une société pétrolière, basée à Monaco, du nom d'Unaoil. Une famille de millionnaires iraniens à la tête de cette société aurait travaillé avec des hauts dirigeants algériens (Chakib Khelil était alors en poste) de Sonatrach pour l'obtention de contrats d'un montant de 1.8 milliard de dollars avec Samsung et Hyundai. Des pots-de-vin auraient été versés à des cadres de la Sonatrach en échange de contrats. L'un d'entre eux devait toucher jusqu'à 750 000 dollars après la transaction. La même source nous apprend que des responsables de Saipem, auraient également versé des pots-de-vin contre des contrats en Algérie.

A peine l'enquête est-elle publiée que le scandale de la Panama Papers éclate. Farid Bedjaoui, bras droit de Chakib Khelil, Omar Habour et Réda Hemche, son neveu, sont cités. *Le Monde* révèle que «le cabinet financier, Mossack Fonseca, a

créé une myriade de sociétés offshore pour Farid Bedjaoui». L'une de ces sociétés, Pearl Partners, basée à Honk Kong, aurait reçu un montant 198 millions de dollars sur un compte émirati. L'argent est en partie versé sur un compte en Suisse de la banque Edmond de Rothschild où Farid Bedjaoui détient un mandat de gestion pour la société Sorung Associates Inc. *Le Monde* révèle aussi que Réda Hemche, neveu de Chakib Khelil, dispose également d'un compte «approvisionné de 1,75 millions de dollars entre l'été 2009 et janvier 2010, dans cette même banque».

Mais ce n'est pas tout. Selon Panama Papers, une enquête menée suite à un courrier adressé par l'agence d'investigation financière du gouvernement des îles Vierges britanniques au cabinet Mossack Fonseca a débouché sur l'existence d'une société dénommée Minkle Consultants SA, détenue conjointement par Bedjaoui et Omar Habour. «Ce dernier, qui possède avec M. Khelil une propriété dans le Maryland, aux États-Unis, aurait reçu un virement de 34,3 millions de dollars (30 millions d'euros) sur un de ses comptes au Liban», rapporte le quotidien français.

Outre-mer, les pays concernés par les révélations promettent l'ouverture d'enquêtes judiciaires sur les personnalités citées. Des crises politiques d'une ampleur inédite ont éclaté comme en Islande par exemple où la démission du Premier ministre est réclamée.

En Algérie, et pour l'heure, nos responsables se murent dans un silence total, inhabituel pour tenter de résister au tsunami Panama Papers. Les vagues d'une hauteur effrayante risquent cependant de balayer sur leur passage tous les efforts en cours pour la réhabilitation de Chakib Khelil.

A. C.

## OPÉRATION «PANAMA PAPERS»

## Silence radio officiel en Algérie !

**L'Algérie emboîtera-t-elle le pas à ces pays, nombreux à diligenter des enquêtes une fois l'opération «Panama papers» révélée avant-hier lundi et impliquant dans un vaste système d'évasion fiscale, des chefs d'Etat, des chefs de gouvernement, des ministres et autres sportifs et hommes d'affaires.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Notre pays n'est pas en reste pour ce qui a suscité un véritable séisme de par nombre de pays où, dans la lointaine Islande, par exemple, les populations sont descendues par milliers pour exiger le départ du chef du gouvernement alors que des enquêtes ont été aussitôt engagées en France, en Espagne et en Australie dans l'attente certainement que d'autres pays fassent de même, surtout que l'on n'est qu'au tout début de ces révélations. Et pour cause, pas moins de quatre Algériens sont cités par cette enquête dont notamment le ministre de l'Industrie et des Mines.

Abdesslam Bouchouareb serait l'unique propriétaire, depuis juillet dernier, de la «Royal

Arrival Corp.», une entreprise basée à Panama, gérée par le biais de la Compagnie d'étude et de conseil (CEC) dont le siège est au Luxembourg. Ceci, même si la Compagnie d'études et de conseil (CEC), mandatée pour agir pour le compte de Monsieur Abdesselam Bouchouareb a tenu dans la même journée d'avant-hier lundi, à préciser que Bouchouareb, compte tenu de sa situation ministérielle, et en apprenant nos démarches, a immédiatement demandé de geler toute utilisation de cette société et l'ouverture du compte bancaire à la NBAD Genève n'a, de ce fait, pas été concrétisée.

Mais aux côtés du ministre de l'Industrie et des Mines, le document cite également Farid Bédjaoui, grandement impliqué dans l'affaire Sonatrach 2, pour être un client du cabinet panaméen Mossack Fonseca qui lui a validé la création d'une quinzaine de sociétés offshore. Il y a également Omar Habour, un proche de l'ex-ministre de l'Energie et des Mines et ancien P-dg de la Sonatrach, qui serait, selon toujours cette enquête, bénéficiaire direct de quatre sociétés montées par le même cabinet panaméen.

Ainsi, pas une réaction officielle n'a été enregistrée à l'égard de ces révélations, encore moins une quelconque auto-saisine de la justice, comme l'attend le citoyen lambda qui souhaite davantage de détails et de précisions sur ces affaires, et toutes nos tentatives de prendre attache, hier, avec le ministère de la Justice, étaient vaines.

Seule l'APS a quelque peu brisé ce silence officiel assourdissant, répercutant les explications de la Compagnie d'études et de conseil (CEC), mandatée pour agir pour le compte de Abdesselam Bouchouareb, à travers lesquelles elle soutient qu'elle est à l'initiative de la création de la société Royal Arrival Corp dont la constitution s'est faite en toute transparence et toutes les informations ont été communiquées, y compris ses fonctions actuelles.

Ceci, a contrario de la toile qui s'est enflammée avec des commentaires balancés sans discontinuité sur les différents réseaux sociaux où les Algériens, surtout ceux lambda, se «défontent» pour poster et partager librement leurs opinions, fuyant ainsi une réalité qui ne le leur permet point.

M. K.

Précision du  
journal *Le Monde*

Les responsables algériens auraient-ils réagi aux révélations du *Monde* ? Dans son édition d'hier, le quotidien français a publié une précision : «Contrairement à ce que la photo en Une du Président algérien, Abdelaziz Bouteflika a pu laisser croire, le nom du Président algérien n'apparaît pas dans les Panama Papers». Bien qu'aucune réaction officielle n'ait été enregistrée, plusieurs sources affirment qu'Alger aurait protesté auprès du Quai d'Orsay pour la publication du premier responsable algérien dans l'édition consacrée à l'implication de plusieurs dirigeants du monde dans des scandales liés à la corruption.